

La presse hongroise de province continue de s'interroger sur les causes de l'insurrection

20 MAY 1957

Contrairement aux quotidiens et aux hebdomadaires publiés à Budapest, ceux de la province hongroise n'arrivent à Paris que très rarement et avec un retard considérable. Peut-être parce que de leur lecture attentive on peut tirer de précieux renseignements sur l'évolution du régime Kadar...

Depuis le soulèvement d'octobre la grande majorité des journaux de province ont changé de nom. A quelques exceptions près, ils ne sont plus publiés à Budapest comme autrefois. Leur mise en pages se rapproche de plus en plus de celle des journaux occidentaux. Surtout, cette presse révèle souvent avec beaucoup plus de sincérité que celle de Budapest les problèmes qui préoccupent les Hongrois.

Qu'il s'agisse du journal *Uj Uton* (publié au nord-est de la Hongrie), du *Nograd Nepujsag* (publié au nord), du *Komarommegyei*

Par THOMAS SCHREIBER

Hirlap (publié à l'ouest) ou du *Delmagyarorszag* (publié au sud), leurs récents éditoriaux ont pour thème un des sujets suivants :

- les raisons qui déclenchèrent les événements du 23 octobre ;
- le rôle des troupes soviétiques dans l'écrasement de la contre-révolution ;
- la neutralité et l'indépendance nationale ;
- le problème du communisme national ;
- et enfin le problème de la social-démocratie.

Rakosi est le grand coupable

Sur le premier de ces thèmes tous les journaux reconnaissent que l'ancienne di-

rection du parti, la clique Rakosi-Geroe, est la grande coupable : ses graves erreurs ont pu justifier l'explosion du mécontentement parmi les masses et laissé ainsi à la réaction toute liberté d'exploiter une lutte qui ne visait qu'à « épurer le socialisme ». On sait que pour *Nepszabadsag* et les autres journaux de Budapest, c'est la contre-révolution qui avait préparé le soulèvement du 23 octobre et avait entraîné avec elle les masses désorientées. La presse de province est donc déjà sur ce point en désaccord avec la thèse officielle.

Sur le rôle des troupes soviétiques dans l'écrasement de la « contre-révolution », *Nograd Nepujsag* reconnaît que dans les jours qui suivirent le 23 octobre 1956 toute l'armée et toute la police étaient démoralisées, que le parti était en pleine décomposition et que sans l'aide soviétique on n'aurait pu maintenir le pouvoir populaire. Tandis qu'à Budapest on aime insister sur la fidélité constante au « pouvoir populaire » de la plus grande partie des forces armées, *Komarommegyei Hirlap* reconnaît que de « très larges portions des masses populaires étaient tombées sous l'influence idéologique de la contre-révolution ».

Les discussions continuent

Parlant de la neutralité hongroise, non seulement *Uj Uton*, mais plusieurs journaux soulignent qu'un Etat socialiste ne peut être neutre et que la neutralisation de la Hongrie aurait signifié le déclenchement d'une campagne d'excitation contre les pays des démocraties populaires. En lisant entre les lignes de ces articles, tous consacrés à l'explication de l'intervention soviétique, nous constatons que l'accent est mis beaucoup plus sur les considérations stratégiques (et la survie du bloc soviétique) que sur le prétendu « danger fasciste », lequel ne fut qu'un prétexte à l'intervention.

Il n'est pas moins significatif que cinq mois après l'écrasement de la révolution, le régime se sente encore obligé d'expliquer longuement et périodiquement les raisons de l'intervention et avec infiniment plus de sincérité qu'en décembre dernier. Les journaux de province reconnaissent d'ailleurs qu'une partie non négligeable de la population demande, exige encore des explications ; d'après *Hevesmegyei Nepujsag*, « de nombreux citoyens discutent pour savoir si Imre Nagy avait raison ou non en proclamant la neutralité hongroise ».

Ces discussions sur la neutralité mènent souvent au problème du communisme national. Deux séries d'articles ont paru dans la presse de province, fin mars et début avril, sur ce sujet ; leur ton est différent de celui qui prévaut à Budapest, où l'on exécute le communisme national en tant que frère jumeau du national-socialisme. Certains journaux de province — par exemple *Nogradmegyei Nepujsag* — ajoutent même que « cette idéologie est acceptée par des personnalités yougoslaves et certains cercles intellectuels polonais ».

Si, à Budapest, les quotidiens et les hebdomadaires ne parlent que très rarement des social-démocrates, la presse de province s'intéresse régulièrement à ce problème. Par exemple, le quotidien *Uj Uton* consacrait récemment près d'une page à l'« unité ouvrière » et écrivait : « Beaucoup de débats se sont ouverts pour savoir si dans les circonstances actuelles l'établissement et le fonctionnement du parti social-démocrate sont ou ne sont pas justifiés. » *Uj Uton* répond bien entendu par la négative, ce qui ne met pas un point final au débat, car d'autres journaux à leur tour reprennent le sujet et se posent toujours la question.

Incontestablement, les discussions passionnées sur l'intervention soviétique, la neutralité, le communisme national se poursuivent aussi à Budapest, mais dans la capitale hongroise les esprits sont beaucoup plus surexcités qu'en province, et c'est peut-être la raison pour laquelle la presse de la capitale essaie de taire ces sujets.

La simple lecture de la presse de province permet de constater que si la révolution est écrasée, les buts de la résistance restent inchangés. Seuls les moyens de la lutte ont été modifiés depuis novembre 1956.